



PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE GOUDELIN DU LUNDI 22 JANVIER 2017

Le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, le lundi 22 janvier 2018 à 20 heures sous la présidence de M Didier MORIN, Maire.

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents : Michel CORBEL (pouvoir à Robert DEROUIN), Yvonnick KERRIEN (pouvoir à Michaël GAUVAIN), Marie-Christine MARTIN (pouvoir à Francette LE GARFF TRUHAUD), Martine MILON (pouvoir à Didier MORIN)

Absents non excusés : LAROSE Arnaud

Secrétaire : Yannick GUEGAN

Le quorum atteint, le Maire ouvre la séance dont l'ordre du jour est le suivant :

1. Autorisation du Maire à mandater les factures d'investissement
2. Indemnités de conseil au trésorier
3. Lotissement de la Fontaine Pierre
4. Bâtiments communaux – participation des associations aux frais d'énergie
5. Vestiaires salle omnisports
6. Terrain de football
7. Enregistrement des conseils municipaux
8. Déclaration d'intention d'aliéner
9. Informations communautaires
10. Informations diverses

Monsieur le Maire présente en son nom et en celui du Conseil Municipal ses condoléances à Marie-Catherine LE BONHOMME pour le décès de son père. Anne-Yvette ILLIEN s'étonne qu'il n'y ait eu aucun avis dans la presse à ce sujet venant de la mairie.

Monsieur le maire répond que diverses pratiques existent et qu'il faudrait définir une procédure précise.

Monsieur le Maire demande si des remarques sont à formuler sur le précédent compte-rendu, concernant le conseil du 18 décembre 2017. Aucune remarque n'est formulée.

1/ Autorisation du Maire à mandater les factures d'investissement

Monsieur le Maire explique que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Pour la commune de Goudelin, cela représente un montant maximum de 454 987 €.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le maire à mandater les factures d'investissement dans la limite du quart du budget 2017 jusqu'à l'adoption du budget communal 2018.

2/ Indemnités de conseil au trésorier

Monsieur le Maire rappelle que l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 prévoit le versement volontaire par les communes et les établissements publics d'une indemnité de conseil au trésorier municipal en contrepartie de prestations d'assistance et de conseil en matière budgétaire, économique, financière et comptable. La collectivité ou l'établissement public concerné doit en faire la demande au comptable assignataire, et le principe de l'attribution de cette indemnité ainsi que son taux doivent être décidés par le conseil municipal. Ainsi, lorsque cette prestation d'assistance et de conseil est retenue, une nouvelle délibération doit être prise après chaque changement de comptable.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 4 abstentions et 14 pour,

- demande le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil de d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- accorde l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- décide que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Monsieur André GUYOT, receveur municipal, à compter du 1er janvier 2017,
- accorde également l'indemnité de confection des documents budgétaires pour un montant de 45,73 €.

3/ Lotissement de la Fontaine Pierre

Fabien JEZEQUEL rappelle que lors de la discussion sur le projet de lotissement sur le site de la Fontaine Pierre en conseil municipal le 27/11/2017, il avait été indiqué que l'ADAC remettrait une note de faisabilité fin décembre sur le projet. Celle-ci a été remise le 15 décembre 2017, et complétée par une présentation le 15 janvier 2018.

Elle porte sur l'ensemble de la zone de la Fontaine Pierre, dont la partie nord est propriété de la commune, et la partie sud est de propriété privée, pour une surface totale de 28 583 m². Le coût de la viabilisation de ces terrains est d'environ 930 000 € TTC. L'ADAC va désormais établir un dossier de consultation de maîtrise d'œuvre pour ces travaux qui permettrait de recruter une équipe pluridisciplinaire (géomètre, paysagiste, architecte...) pour assurer ces missions.

Francette LE GARFF TRUHAUD demande si l'on a une idée à ce stade du projet du prix de vente au m². Fabien JEZEQUEL répond que l'ADAC a conseillé d'établir un prix par lot, et que ces questions seront vues ultérieurement. Robert DEROUIN demande quelle taille feront les lots en moyenne. Fabien JEZEQUEL répond qu'ils se situeront autour de 600 m².

Anne-Yvette ILLIEN s'étonne que l'achat de terrains supplémentaires sur cette zone n'ait jamais été abordé. Monsieur le Maire indique que cela a été évoqué lors du conseil municipal de novembre dernier. Anne-Yvette ILLIEN indique que des bâtiments se trouvent sur ces terrains, et qu'il serait aberrant de les acheter en l'état, d'autant plus qu'ils contiennent vraisemblablement de l'amiante. Fabien JEZEQUEL répond que des discussions sont actuellement en cours avec les propriétaires, et que ces éléments en font partie.

Anne-Yvette ILLIEN trouve que cette question ne fait pas l'objet d'un échange mais d'une simple information, et a le sentiment de ne pouvoir en discuter. Fabien JEZEQUEL indique que cela a été envisagé car il apparaît plus pertinent de penser l'aménagement de cette zone dans sa globalité, plutôt que bout par bout, et que les propriétaires sont vendeurs. Anne-Yvette ILLIEN indique que la commune achète beaucoup de terrain mais sans jamais rien faire dessus derrière. Fabien JEZEQUEL répond qu'il était impossible de viabiliser des terrains sur la commune avant de réaliser la nouvelle station d'épuration, qui est opérationnelle depuis 2017.

Monsieur le Maire indique que les informations qu'il a eu de la communauté de communes laissent entendre que la transcription de la loi NOTRe dans les documents d'urbanisme va limiter notre capacité à réaliser ce type d'opérations à l'avenir, et qu'il est pertinent d'accélérer sur cette question.

Francette LE GARFF TRUHAUD explique que l'inversion entre les projets sur le terrain de la Fontaine Pierre et sur celui de la Croix Rouge vient de l'opportunité de la vente du terrain de la Croix Rouge. Marie-Catherine LE BONHOMME rappelle que cela n'a pas été débattu en conseil.

Francette LE GARFF TRUHAUD dit qu'il est important de lancer la viabilisation d'un lotissement maintenant que la commune possède la capacité épuratoire suffisante pour le faire.

Yannick GUEGAN indique qu'il serait peut-être pertinent de se mettre d'accord sur le projet, sur les achats de terrain et sur le périmètre du projet avant de lancer le recrutement de la maîtrise d'œuvre. De plus si il ne remet aucunement en cause le fond de du projet, car un lotissement est indispensable pour la commune, il déplore la méthode, qui consiste à annoncer une programmation sans réellement pouvoir en discuter en

conseil. Enfin il se questionne sur l'interprétation de la loi NOTRe par le maire et demande dans quel cadre elle pourrait empêcher la création de futur lotissement.

Le maire répond que se sera sans doute dans le cadre du futur PLUI. Yannick GUEGAN s'étonne et demande alors si c'est la communauté de commune qui briderait les projets communaux ?

Francette LE GARFF TRUHAUD répond que non, mais que l'urgence de réaliser les projets a été effectivement évoquée en conseil communautaire.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 4 abstentions et 14 pour, autorise le maire à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre pour le lotissement de la Fontaine Pierre.

4/ Bâtiments communaux – participation des associations aux frais d'énergie

Monsieur le Maire rappelle que début 2016, il avait été arrêté le principe de demander une participation suivant le temps d'utilisation réelle des salles par les associations lors des mises à disposition, sur la base des couts de chaque salle. Monsieur le Maire rappelle qu'il avait alors été décidé que cette participation serait encadrée par un plancher de participation (10€), un plafond (350 €) et qu'un forfait pour les utilisations non-quantifiables serait appliqué. L'application de ces principes aux utilisations entre le 01 aout 2016 et le 31 juillet 2017, au titre de la participation 2018 est alors la suivante :

| | Participation 2018 |
|--------------------------------|---------------------------|
| | sur utilisation 2016-2017 |
| LOISIRS DÉTENTE | 256 € |
| FNACA | 10 € |
| LA JOYE SANS FIN | 170 € |
| VOLLEY-CLUB DU LEFF | 158 € |
| A.F.R. | 105 € |
| COMITÉ DES FÊTES | 10 € |
| AMICALE LAÏQUE | 10 € |
| KANERIEN AN ENEZ | 10 € |
| FÊTE MÉDIÉVALE | 10 € |
| TENNIS CLUB | 115 € |
| U.S.G. FOOT | 165 € |
| LAC | 148 € |
| TENNIS DE TABLE | 350 € |
| CENTRE DE SECOURS | 10 € |
| TWIRLING CLUB DE L'ISLE | 166 € |
| LA BOULE BRETONNE GOUDELINAISE | 61 € |
| YOGA | 60 € |
| PIZZA BELLA | 60 € |
| CRÉPIER | 60 € |

Michaël GAUVAIN trouve déplorable de mettre un plancher de participation, et dit que les associations à qui seront réclamées 10€ devraient être exonérées. Anne-Yvette ILLIEN se pose la question de la raison des variations par rapport à l'année précédente. Yann QUERRÉ explique que le montant est calculé par rapport à l'occupation de la salle : la variation de la participation relève donc d'une variation du temps d'utilisation des salles.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 3 contre et 15 pour, valide le montant de la participation des associations mise à disposition des bâtiments communaux entre le 01 aout 2016 et le 31 juillet 2017 au titre des frais d'énergie.

5/ Vestiaires salle omnisports

Fabien JEZEQUEL indique qu'il est envisagé en 2018 de réaliser un second vestiaire au sein de la salle omnisports. Il explique que deux subventions sont possibles pour ce projet :

- auprès de la sous-préfecture de Guingamp, au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, pour un montant maximal de 30% des travaux du projet.
- auprès de la Communauté de Communes, au titre de la compétence de la construction, entretien, gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Il explique que l'adoption d'un plan de financement prévisionnel est nécessaire pour accompagner les demandes de financements auprès de ces institutions, et il propose le budget suivant :

| Dépenses | | Recettes | |
|----------------------------|--------------------|------------------------|--------------------|
| | | | demandées |
| Maitrise d'œuvre | 4 000.00 € | DETR | 12 000.00 € |
| Mission SPS | 1 000.00 € | | |
| Contrôle Technique | 1 000.00 € | Communauté de Communes | 8 000.00 € |
| Parutions d'appel d'offres | 1 000.00 € | | |
| | | Commune de Goudelin | 27 000.00 € |
| Travaux | 40 000.00 € | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL HORS TAXES | 47 000.00 € | | 47 000.00 € |

Yannick GUEGAN demande si une autorisation de travaux au titre de l'accessibilité et de la sécurité sera bien déposée. Fabien JEZEQUEL répond par l'affirmative.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le plan de financement pour l'aménagement d'un second vestiaire au sein de la salle omnisports, autorise le Maire à formuler une demande de subvention auprès de la Sous-préfecture de Guingamp au titre de la Dotations en Equipements des Territoires Ruraux ainsi qu'auprès de la Communauté de Communes Leff Armor Communauté au titre de la compétence de la construction, entretien, gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

6/ Terrain de football

Fabien JEZEQUEL indique qu'il est envisagé en 2018 de réhabiliter le terrain de football de la commune. Il explique que deux subventions sont possibles pour ce projet :

- auprès de la sous-préfecture de Guingamp, au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux, pour un montant maximal de 30% des travaux du projet.
- auprès de la Fédération Française de Football.

Il explique que l'adoption d'un plan de financement prévisionnel est nécessaire pour accompagner les demandes de financements auprès de ces institutions, et il propose le budget suivant :

| Dépenses | | Recettes | |
|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| | | | |
| Maitrise d'œuvre | 1 700.00 € | DETR | 16 800.00 € |
| Parutions d'appel d'offres | 300.00 € | FFF | 11 600.00 € |
| | | | |
| Travaux | 56 000.00 € | Commune de Goudelin | 29 600.00 € |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL HORS TAXES | 58 000.00 € | | 58 000.00 € |

Yannick GUEGAN demande sur quoi se base le montant des travaux estimés. Fabien JEZEQUEL indique qu'il relève de devis préalables réalisés auprès d'entreprises spécialisées.

Yannick GUEGAN demande comment vont être organisées les rencontres sportives durant le temps des travaux. Fabien JEZEQUEL répond que des contacts ont été pris avec les communes de Plouha et Pleguien, qui ont des terrains inutilisés. Yann QUERRÉ indique que la question a été soulevée en conseil municipal à Plouha, qui semble vouloir y donner une suite favorable. Il indique par ailleurs qu'il regrette que les échanges sur ce sujet avec le club se passent essentiellement avec l'entraîneur, et que le Président n'est pas très investi sur la question.

Marie-Catherine LE BONHOMME demande si un entretien plus régulier du terrain ne devrait pas être envisagé par la suite. Fabien JEZEQUEL répond que cela sera vu avec l'entreprise qui effectuera les travaux.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le plan de financement pour la réhabilitation du terrain de football, autorise le Maire à formuler une demande de subvention auprès de la Sous-préfecture de Guingamp au titre de la Dotations en Equipements des Territoires Ruraux ainsi qu'auprès de la Fédération Française de Football.

7/ Enregistrement des conseils municipaux

Monsieur le Maire rappelle qu'il a été demandé lors d'un précédent conseil que soit mis à l'ordre du jour le sujet de la pertinence d'enregistrer les séances des conseils municipaux, afin de pallier aux désaccords qui peuvent exister quant à ce qui apparait aux procès-verbaux desdites séances.

Plusieurs conseillers se prononcent pour cette mesure, qui permettrait selon eux de régler les contestations qui surviennent quant à la rédaction du Procès-Verbal.

Monsieur le Maire indique que cela lui semble exagéré, que cela risque de brider la parole au sein du Conseil Municipal, et que la question va se poser de savoir qui écoute l'enregistrement en cas de désaccord. Il indique qu'il est contre cette mise en place. Yannick GUEGAN propose que ce soit la personne contestant la retranscription, le secrétaire de séance et le Maire qui se chargent d'écouter en cas de litige.

Francette LE GARFF TRUHAUD rapporte que cette question avait déjà été soulevée dans les années 2006-2007.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à 12 voix pour, 2 abstentions et 4 contre, décide de mettre en place un système d'enregistrement audio des séances du Conseil Municipal

8/ Déclaration d'intention d'aliéner

Monsieur le Maire présente deux déclarations d'intention d'aliéner qui sont parvenues en mairie, et pour lesquelles il convient de se positionner. Il s'agit :

- d'un bien situé au 7 rue de Kermorin, d'une superficie totale de 2 105 m² en zone Ub/A. Le bien est proposé à la vente pour un montant de 120 000 €.
- d'un bien situé au 9 Hent Traou C'hoad, d'une superficie de 1 173 m², en zone Ub. Le bien est proposé à la vente pour un montant de 135 000 €.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, ne demande pas de préemption sur ces biens.

9/ Informations communautaires

Francette LE GARFF TRUHAUD explique qu'il est envisagé que la célébration du centenaire de l'armistice de la guerre 14-18 soit l'objet d'événements à l'échelle communautaire. Il est proposé que ceux-ci soient coordonnés par une association, Mémoire Patriotique Armoricaine, à laquelle elle propose d'adhérer. Elle indique que le coût de l'adhésion est de 0,20 € par habitants.

Yannick GUEGAN demande comment va se passer concrètement la cérémonie : y aura-t-il un seul événement de prévu sur l'ensemble du territoire communautaire ? Francette LE GARFF TRUHAUD répond que cela s'organisera vraisemblablement autour de cérémonies locales le matin, avant une cérémonie plus importante et communautaire l'après-midi. Elle indique que ces questions sont actuellement en discussion. Elle explique que par ailleurs seront organisées des expositions les jours précédents, ainsi que des conférences sur l'ensemble du territoire.

Monsieur le Maire indique que le groupe patrimoine de Goudelin est associé à la démarche globale, et relaie la demande de l'association pour retrouver des photos des personnes dont le nom est inscrit sur le monument aux morts.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adhère à l'association Mémoire Patriotique Armoricaine.

10/ Informations diverses

Gérald CORLAY informe le conseil que les travaux sur le réseau d'eaux pluviales de Rumoal vont démarrer cette semaine.

Yann QUERRÉ indique au conseil municipal qu'il souhaite organiser avec des représentants des associations utilisatrices de la salle omnisports un moment convivial, et demande l'avis du conseil sur cette question. Les

conseillers émettent un assentiment général à cette initiative.

Anne-Yvette ILLIEN demande s'il est vrai que les tarifs de l'eau et de l'assainissement vont augmenter de près de 40% en 2018. Fabien JEZEQUEL répond qu'ils vont augmenter, mais pas de cet ordre-là.

Robert DEROUIN demande s'il est envisageable de changer le système de volet roulant de la salle des fêtes, qui est de plus en plus difficile à manipuler. Fabien JEZEQUEL répond qu'il va étudier la situation avec les services techniques, mais qu'un changement complet lui semble improbable.

Monsieur le Maire indique que le prochain conseil aura lieu le 19 février 2018 et clôt la séance.

Le secrétaire de séance

Yannick GUEGAN